

MÉFIEZ-VOUS... DES SYNDICÁLISTES*



L'avenir de l'école est dans nos luttes (de classe !)

ÉDITO IL EST DES COLLÈGUES TROP ÉPUISE·ES pour oser regarder la réalité, d'autres qui refusent de la voir, d'autres enfin qui s'offusquent que l'on puisse porter ouvertement un discours critique sur l'école et sur les réformes proposées. Et pourtant, les conditions de travail et d'étude ne cessent de se dégrader : classes de plus en plus chargées, programmes indigestes, postes non pourvus, collègues dans la pauvreté, statuts de fonctionnaires peu à peu détruits, liberté pédagogique entamée, répression des personnels et des jeunes. Ceci ne les concerne pas : elles et ils refusent de le voir.

Car, voir, regarder ces dangers en face, cela engage. Cela oblige à entrer dans la résistance et dans la lutte, à nous dresser ensemble pour défendre et construire l'école que nous voulons : une école qui accueille et accompagne dignement tou·tes les élèves, sur tout le territoire. Une école qui contribue à leur émancipation, par la construction d'une culture et d'une pensée critiques sur le monde. Une école qui contribue, par les actes, à la transformation de la société pour plus de justice, d'égalité et de solidarité.

À SUD éducation 78, dans la rue et dans les établissements, nous continuons à croire en cette perspective d'émancipation sociale et de solidarité et à nous battre pour qu'elle advienne !



SOLIDAIRE, SUD Éducation 78, c'est un syndicalisme de terrain, de lutte et de transformation sociale, qui, à une unique prestation de service individualisée préfère le combat collectif pour les droits des travailleur·euses, ainsi que la remise en question et la transformation des pratiques éducatives et pédagogiques au sein des établissements scolaires.

UNITAIRE, intercatégoriel, SUD éducation ne fait aucune distinction entre les personnels : agent·es, AESH, AED, enseignant·es, etc., tou·tes* appartiennent au même syndicat, agissent ensemble pour plus d'égalité, d'auto-organisation et d'émancipation à l'école.

DÉMOCRATIQUE et autogéré, notre syndicat n'a ni chef·fe, ni mot d'ordre venu d'en haut : chacun·e contribue, à égalité, à la construction des champs de réflexion et d'actions. C'est également ce qui nous conduit à combattre au quotidien toutes les formes d'autoritarisme et de discrimination, omniprésentes dans l'institution et touchant les personnels comme les élèves.

Alors, vous nous rejoignez ?

* ayant un fonctionnement antihierarchique, nous ne syndiquons ni les personnels de direction ni les inspecteur·trices : toutes collègues, à égalité !

Sud éducation 78 - 06 71 48 60 88

sudeducation78@ouvaton.org

TOUTES ET TOUS Impacté·es !

« **IMPACTÉ·ES** », c'est le titre donné par les salarié·es de France Télécom à une pièce de théâtre* relatant les causes de la vague de suicides déclenchés par la mise en place des nouvelles politiques de management au sein de leur entreprise. Les procès successifs ont reconnu la responsabilité de la direction dans ce qui a été qualifié d'« harcèlement moral à l'échelle industrielle ».

La mise en œuvre du Pacte, dès la rentrée 2023 et dans le flou le plus total, répond aux mêmes logiques et méthodes que celles qui ont prévalu à France Télécom et prévalent aujourd'hui à Orange. Elle participe du *new public management*, imaginé par quelques hauts fonctionnaires et des cabinets « conseils » néo-libéraux pour imposer une gestion toujours plus brutale de l'humain.

La carotte financière et le bâton autoritaire

Allongement du temps de travail, astreintes, chantage et pressions hiérarchiques, urgence et improvisation, flou des missions, etc., il s'agit de pressuriser les agent·es jusqu'à l'épuisement – avec des conséquences profondes et durables sur leur santé. Et face à la disette salariale dans l'Éducation nationale il ne resterait qu'une seule issue aux personnels : la débrouille individuelle, la mise en concurrence de tou·tes contre tou·tes, la vente de sa force de travail jusqu'à l'effondrement et/ou la démission.

C'est le retour du « pognon de dingue », mais à une condition : courber l'échine, se soumettre et abandonner toutes velléités de lutte collective pour le partage égalitaire des richesses et du temps de travail.

À l'école de l'individualisme et de la soumission

En définitive, il s'agit de faire disparaître une certaine culture** du travail, celle du service public, celle qui devrait viser l'émancipation – des élèves mais aussi des agent·es – pour renvoyer le collectif dans les poubelles de l'histoire. La manière dont les écoles et les personnels sont à présent gérés est directement calquée sur le modèle vertical, autoritaire et solitaire du président de la République.

Les services publics s'effondrent mais, brique après brique, le pouvoir est en train de bâtir une nouvelle école, managée en direct sur les chaînes d'info (trop de vacances, toutes les absences seront remplacées, etc.). C'en est fini des textes posant des règles identiques partout et pour tou·tes, le modèle auto-entrepreneurial s'impose avec des lettres de mission « co-construites », inversant le rapport de force, laissant l'agent·e démuni·e et seul·e face à son chef de service.

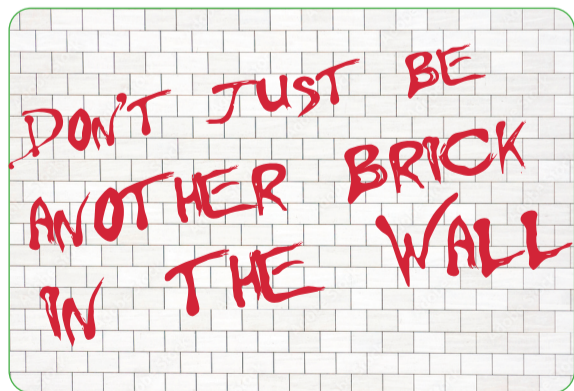
Alors, ça va implorer... ou ça va péter ?

Par naïveté, par lassitude, mais aussi, disons-le, par cupidité et individualisme, beaucoup se sont lancé·es dans la course au Pacte, sous les encouragements d'une hiérarchie dont le zèle a été monnayé par une prime de 1 000 €. Dès lors, la première des résistances, aujourd'hui, est de refuser d'entrer dans ce pacte pour ne pas entériner de nouvelles inégalités, divisions et tensions et pour renouer avec la force du collectif. *No pactaran !*

À la mémoire de Christine Renon

* DVD *Les Impacté·es* disponible auprès de SUD Télécom.

** La circulaire de rentrée 2023-2024 du ministère de l'Éducation évoque un « changement de culture » et une « profonde évolution culturelle » !



L'agenda de rentrée de SUD ÉDUCATION 78

POTS DE RENTRÉE DU SYNDICAT

Mardi 12 septembre : Limay (19 h, à la librairie La Nouvelle Réserve)

Vendredi 15 septembre : Trappes (L'Étoile d'or, 2, rue Jean Jaurès)

Vendredi 15 septembre : Mureaux & Poissy (lieu à venir sur le site du syndicat)

STAGES 1^{er} TRIMESTRE

Militer à SUD Éducation – mardi 26 septembre

Pédagogie Freinet – vendredi 24 novembre

Stage Agent·es territoriaux·ales – lundi 23 / mardi 24 octobre

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE RENTRÉE MARDI 26 SEPTEMBRE 2023

N'hésitez pas à contacter le syndicat pour de plus amples informations sur ces dates.

SUD - Solidaires est représentatif sur les 3 CSA ministériels :

- CSA éducation nationale
- CSA ESR
- Jeunesse & sports



MERCI

**Pour une autre école,
Pour une autre société,**

**POUR GAGNER DE NOUVEAUX DROITS
ET POUR RENFORCER NOS LUTTES**

À Nahel, abattu par la police

APRÈS ZYED, BOUNA, ADAMA, AÏSSA, MICHEL, LAMINE, ALHOUSSEIN ET TANT D'AUTRES, Nahel, un jeune homme de dix-sept ans, a été tué le 27 juin par le tir à bout portant d'un policier lors d'un contrôle routier. Une fois de plus, une fois de trop, un mort est à déplorer lors d'une intervention policière dans un quartier populaire. Les images de ce qui s'apparente à une exécution sommaire sont insoutenables. Aucun danger ne justifiait de sortir une arme et de tuer Nahel dans le cadre d'un simple délit routier.

SUD éducation présente ses sincères condoléances à la famille de Nahel et notamment à sa mère, à ses proches, ses ami·es, ses enseignant·es. Depuis l'annonce de la mort de Nahel, la droite et l'extrême droite et leurs médias se déchainent pour faire porter sur ce jeune homme la responsabilité de sa mort, pour déshumaniser la mère de Nahel et pour délégitimer la colère populaire en l'animalisant et en lui retirant son caractère politique. Le gouvernement appelle à l'apaisement et déplore les violences survenues et les dégradations de services publics dans les quartiers populaires. Après avoir supprimé plus de 8 000 postes dans le second degré, soit l'équivalent de 160 collèges, depuis 2017 et avoir poursuivi l'entreprise de destruction des services publics, le gouvernement n'a pas le droit de s'ériger en défenseur des quartiers populaires et des services publics. SUD dénonce le traitement réservé par les pouvoirs publics aux quartiers populaires, où sont largement ségrégués les membres les plus précaires des classes laborieuses, notamment des personnes immigrées / descendantes de l'immigration. SUD éducation dénonce les violences policières qui sont l'instrument d'un système de classe et raciste qui maintient les populations des quartiers populaires dans l'exploitation. Il faut empêcher la police de maintenir un ordre injuste et d'étouffer les révoltes. Des réactions de colère se sont fait entendre depuis la mort de Nahel, le gouvernement y a répondu par un important déploiement policier pour réprimer les habitant·es des quartiers révoltés par les violences racistes de la police.

Pour SUD éducation, ces colères sont légitimes et il est inacceptable de répondre par la force à la colère sociale. Nous avons participé aux manifestations en hommage à Nahel et en soutien envers les personnes interpellées. SUD éducation se tient d'abord aux côtés des proches de Nahel, mais aussi des personnels, des élèves et de l'ensemble des habitant·es qui vivent dans les quartiers populaires et qui subissent les violences policières, le racisme et la ségrégation sociale : faisons front ensemble contre le racisme, contre l'impunité de la police.

COMMENT L'INSTITUTION RÉPOND (MAL !).... à une situation de mise en danger

LE MARDI 6 DÉCEMBRE, plus de 90 % des enseignant·es étaient en grève au collège Rimbaud (Aubergenville) pour dénoncer insultes et menaces, violences verbales et physiques, entre les élèves et à l'égard des personnels, générant une véritable souffrance au travail, avec pour conséquences des arrêts maladie et des démissions dans l'équipe de vie scolaire. Par cette mobilisation, nommée significativement « collège en danger », les personnels, soutenu·es par les parents d'élèves et par les collègues du lycée voisin, réclamaient des moyens à la hauteur du service public d'éducation et des conditions de travail dignes, dans le respect de la santé et de la sécurité de toutes : AED et AESH en nombre suffisant, médecin·e scolaire, plafonnement des divisions à 25 élèves, partenariat avec la municipalité et les associations locales.

Face à ces risques et à la détermination des équipes, la stratégie managériale aura été bien cynique et insuffisante : – il leur a été proposé de transformer leur journée de grève en journée banalisée de réflexion (bien pratique pour invisibiliser une mobilisation aussi majoritaire) : les personnels ont refusé. – il leur a été proposé l'embauche d'une AED à hauteur

de... 0,5 poste. Ce qui a fait sourire jaune, tant la proposition était décalée au regard des besoins et des alertes.

– une réunion sur les « risques psychosociaux » a été organisée avec un psychologue et un des 4 chargés de prévention de l'académie. Réponse là encore bien pratique pour masquer la responsabilité institutionnelle dans une organisation du travail maltraitante et ne garantissant nullement la sécurité de toutes.

Dans ce collège qui frôlera les 800 élèves à la rentrée prochaine, avec des effectifs de 28-30 par classe, les AED étaient régulièrement 2 ou 3 seulement pour encadrer la cour, la cantine, la permanence. Cela a conduit l'équipe enseignante à s'organiser pour les soutenir et les suppléer, puisque le rectorat n'a pas daigné débloquent de moyens supplémentaires pour remédier à la situation alarmante de cet établissement.

Qu'à cela ne tienne, l'équipe, qui a beaucoup appris de cette lutte, notamment en ce qui concerne les obligations de l'employeur dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail, est prête à repartir au combat l'année prochaine, pour faire respecter ses droits et pour de meilleures conditions de travail et d'études !

AGENT·ES D'ENTRETIEN DES COLLÈGES ET LYCÉES se former pour mieux se défendre

SUD ÉDUCATION organisait un stage les 29 et 30 juin derniers à la Bourse du Travail de Paris.

Il s'agit d'un stage à destination des agent·es d'entretien des collèges et lycées sur leurs conditions de travail qui sont spécifiques du fait de la double hiérarchie qu'elles/ils subissent : la tutelle Éducation nationale via les chefs de d'établissement et la tutelle des collectivités territoriales, puisque elles/ils font partie de la fonction publique territoriale. Fidèle aux principes de SUD Éducation qui a toujours affirmé vouloir fédérer l'ensemble des travailleurs et travailleuses d'un même lieu de travail, l'accent a aussi été mis sur les liens à entretenir et créer entre les différentes catégories de personnels.

Le stage s'est déroulé en ateliers avec une phase d'échanges entre stagiaires, une restitution collective et des précisions apportées par l'équipe d'animation. Les thèmes étaient : 1) Santé, sécurité et conditions de travail 2) Conflits entre personnels 3) Relations avec la hiérarchie.

Le stage s'est terminé par une phase de discussion libre où les stagiaires ont pu aborder toutes les questions qu'elles/ils souhaitaient soulever.



Il y avait en tout une cinquantaine de personnes. Les échanges, d'abord hésitants, ont été de plus en plus spontanés au fur et à mesure des deux jours, les stagiaires avaient l'air très satisfait·es à l'issue du stage à la fois sur son contenu et son déroulement.

Ce stage fait suite à une précédente édition qui s'était tenue sur un jour. L'extension sur deux jours a été une réussite. Il faudrait pérenniser cette formule et en faire un rendez-vous annuel, en réaménageant la répartition des ateliers.

Des versions décentralisées dans les départements sont en cours de préparation. À suivre donc.

STAGE UPE2A

UNE PREMIÈRE, cette rencontre organisée en juin dernier dans les Yvelines...

À l'initiative du syndicat SUD éducation 78, enseignants et enseignantes d'UPE2A (Unité pédagogiques pour élèves allophones arrivants) du 1^{er} et du 2^d degré, se sont réunies toute une journée pour échanger sur leurs conditions de travail, parler ségrégations et dominations à l'école, s'outiller juridiquement pour connaître et défendre leurs droits. Cette journée a été l'occasion d'élaborer collectivement une série de revendications et de construire du collectif.

Rendez-vous est déjà donné à l'automne, pour un nouveau stage afin de faire le point et renforcer les liens.

Pour rejoindre la liste d'échanges et pour participer au prochain stage, écrivez à : sudeducation78@ouvaton.org

Fusionner les AESH et les AED, c'est non !

SUITE À LA CONFÉRENCE sur le handicap le président et le ministre de l'Éducation ont fait des annonces sur l'inclusion scolaire. Il sera question à la rentrée de septembre d'augmenter la quotité horaire des AESH afin d'augmenter leurs salaires... mais en ne se limitant pas à l'accompagnement des élèves en situation de handicap.

Il est en effet prévu une fusion des AED et AESH dans un nouveau métier d'« accompagnant·e pour la réussite éducative » mais peu d'informations ont été données sur ce projet.

Du point de vue des AESH mobilisées le 13 juin dernier, c'est l'incompréhension car les missions sont très différentes : « nous n'avons pas le même champ d'intervention auprès des élèves, pour ces raisons l'organisation de ce nouveau métier semble compliqué, voire impossible sans que cela ait des conséquences sur la professionnalisation des AESH.

Pourtant une date a été annoncée : rentrée 2023 ! On voit bien le manque de volonté de nos dirigeant·es de mettre des moyens humains et matériels pour une véritable inclusion scolaire. »

En somme la fusion des AESH et AED ainsi que l'augmentation du nombre d'heures de travail des AESH ne prend absolument pas en compte leurs revendications ni les besoins des familles qui rencontrent des difficultés pour scolariser leurs enfants porteur·euses de handicap.

C'est pourquoi cette journée de grève nationale, le 13 juin, était importante pour rappeler qu'une vraie école inclusive ne peut pas se faire sans AESH. Nos demandes sont claires : un statut dans la fonction publique ainsi qu'un temps plein à 24 heures, payé dignement. Nous demandons également une suppression des pôles inclusifs d'accompagnement localisés (Pial) qui ont pour conséquence de mutualiser

les aides humaines apportées aux élèves en situation de handicap. Pour rappeler nos revendications, le collectif AESH 78 soutenu par SUD éducation, FO et la CGT, était en grève et en rassemblement devant la circonscription de Mantes-la-Ville le 13 juin. Des membres du collectif AESH ont été reçues pour faire part de leurs revendications et de leur inquiétude face à ces annonces... dont les représentant·es de l'institution n'étaient même pas informé·es !

Les AESH, les AED et les organisations syndicales resteront vigilantes face à ces annonces délétères pour le service public d'éducation, qui doit être égalitaire et accessible à toutes, et permettre un accompagnement de qualité, en particulier des élèves en situation de handicap, encore trop souvent marginalisés par l'institution.

Rendez-vous dès cet automne pour une nouvelle mobilisation !

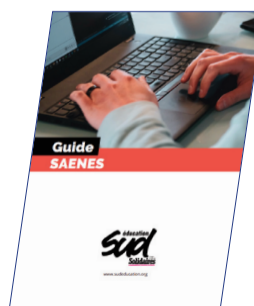
ADJAENES - SAENES INFORMÉ·ES ET ORGANISÉ·ES !

LES AGENT·ES administratifs, du fait de leurs multiples missions (accueil du public, tri / classement de dossiers, courrier, secrétariat, comptabilité, etc.) sont indispensables au bon fonctionnement des établissements.

Pourtant, l'heure est comme partout à l'économie : suppression de postes ; non-remplacements des départs à la retraite ; précarisation des entrant·es ; démultiplication à outrance des missions, etc. Le ministère ne manque pas

d'idées pour exploiter les personnels et casser les statuts. L'action syndicale est là pour combattre

cette volonté de briser les services publics et pour veiller collectivement au respect de nos droits.



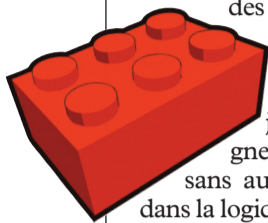
ADJAENES / SAENES
Pour connaître vos droits, deux guides SUD éducation sont à disposition (auprès du syndicat ou sur notre site)



S'organiser pour lutter et pour gagner !

Pactiser...

Après plus de 10 ans de gel du point d'indice et des campagnes de dénigrement régulières, le corps enseignant a été bien préparé pour accepter tout ce qui pouvait passer pour de la « revalorisation ». Les chef-fes se sont fait-es les VRP de ces « pactes » vendus comme des articles en solde à saisir en urgence : travailler plus pour gagner plus ; être payé-e pour des projets que l'on fait déjà ; signer des lettres de mission sans aucun cadre légal ; entrer dans la logique du chiffre (diagnostic / indicateurs / évaluation / performance) ; s'habituer à un temps de travail annualisé ; détruire nos métiers par des remplacements sans sens pédagogique. Pactiser, c'est contribuer au démantèlement de l'éducation.



Manager...

Formé-es aux techniques managériales du privé, les chef-fes, carriéristes, sont les voies de transmission directes des politiques ministérielles.

Sans cesse, elles/ils cherchent à nous imposer des pratiques, à établir des protocoles et des projets millimétrés limitant notre liberté pédagogique et renforçant à l'école des valeurs libérales et entrepreneuriales directement opposées à l'égalité et à l'émancipation auxquelles nous aspirons.

Ils/elles réfléchissent en termes de diagnostic, de performances, de résultats, illustrant leurs propos par d'obscurs graphiques qui font toute leur fierté.

Intérêt des élèves et des personnels ? Bien-être et plaisir de travailler ? Il n'en est nulle question.

Privatiser...

Le gouvernement privatise toujours plus notre système éducatif...

- La réforme du lycée professionnel qui donne une place forte aux entreprises au sein de nos établissements

- La création d'écoles et d'établissements publics autonomes, sous contrat avec l'État, qui sont gérés à la manière d'établissements privés.

- La loi Rilhac qui dote le directeur d'une autorité hiérarchique

- L'émergence d'écoles « innovantes » qui instaure une école à plusieurs vitesses et concurrentielle.

- Le PACTE qui contractualise les collègues qui s'y engagent.

Nous dénonçons cette mise à mal du service public d'éducation et la casse de l'école publique, cela n'est pas notre conception de l'école !



Pour construire une autre école, notre outil :

Le syndicat !



Maltraiter...

La politique de Macron a amplifié la maltraitance à l'école. Celle des élèves toujours plus écrasé-es par la machine à trier, quand ils/elles n'en sont pas exclu-es (handicap, allophones, Roms, poly-exclu-es). Celle des familles, accusé-es d'abuser des allocations rentrée, d'abandonner leurs enfants à la délinquance, de ne pas se soumettre à l'école. Celle des personnels, méprisé-es, rendu-es responsables de la déliquescence d'une école souffrant surtout des coupes budgétaires. Et partout, la compétition, la concurrence, la mutualisation des faibles moyens au profit de celles et ceux qui pourront travailler plus, ou qui sauront mieux jouer des coudes pour s'imposer... Est-ce l'école que nous voulons ?

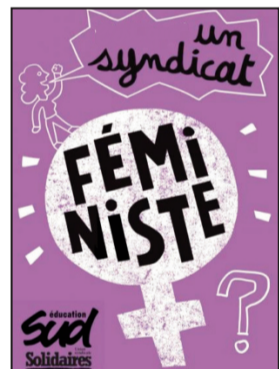
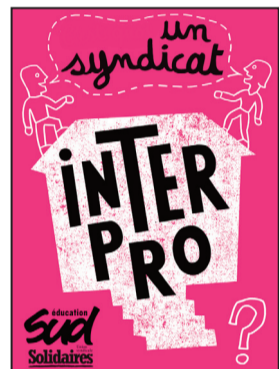


Brique après brique... comment casser l'école publique

Prolétarianiser...

Les métiers de l'éducation sont de plus en plus mal payés... parce qu'ils ne rapportent rien – selon notre président – alors qu'un sous-marin nucléaire, si, enfin, il paraît.

Mais la prolétarianisation, ce n'est pas seulement une question de salaire, c'est aussi déposséder les travailleurs et travailleuses de leur pouvoir d'agir, c'est le travail empêché, c'est la transformation des personnels en simples exécutant-es, dociles et obéissant-es.



Réprimer...

Depuis 3 ans, une répression sans précédent s'abat sur les personnels de l'éducation.

Protéiforme, plus ou moins visible et assumée, elle se déploie sur toute la France, n'épargne personne et touche toutes les personnels du premier comme du second degré. L'administration use d'une armada de procédures pour faire taire toute forme de contestation, y compris chez les élèves.

Aucun contradictoire, aucune défense, la lettre de cachet devenant l'outil sournois de gouvernance et d'intimidation qui permet alors de se débarrasser de celles et ceux qui sont jugé-es indésirables, qui contestent les réformes absurdes, qui défendent le service public d'éducation. Face à ce musellement forcé, nous continuerons à nous exprimer... loin d'être isolé-es, nous répondons : « Solidaires ! »



Diviser...

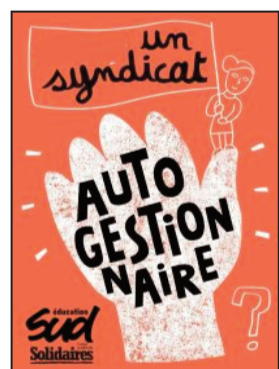
Le collectif effraie les gouvernant-es : réflexions professionnelles, pratiques démocratiques, capacité de mobilisation, solidarités, les collectifs peuvent en effet constituer une véritable force de résistance. Dès lors, diviser devient un mot d'ordre, une pratique quotidienne : multiplier les statuts et les primes pour met-

tre les personnels en concurrence ; contrôler les temps collectifs tout en les réduisant au minimum ; laisser les conflits s'amplifier dans les équipes ou avec les familles ; exiger la dénonciation des élèves prétendument radicalisé-es ; favoriser les un-es, ostraciser les autres. Cette division génère tensions, compétition, mais aussi isolement et souffrance professionnelle.



Calomnier...

Trois mois de vacances l'été (faux !), une revalorisation des salaires de 10 % sans contrepartie (faux !), une baisse des effectifs des classes (faux !), une école inclusive (faux !), pas une classe sans maître ou maîtresse (faux !), des professeur-es toujours absent-es (faux !), une école de la confiance (faux !), une école qui lutte contre les inégalités sociales (faux !) et le harcèlement (faux !). Depuis le passage de Blanquer au ministère de l'Éducation, la calomnie et le mensonge sont devenus des outils de communication au service d'une véritable contre-révolution scolaire. Il s'agit de dénigrer sans relâche les jaloux-ses, les fainéant-es, les islamo-gauchistes, les empêchœur-es de réformer...



C'EST DÉCIDÉ, J'ADHÈRE !

**S'INFORMER
S'ORGANISER
AGIR
RÉSISTER
DÉCIDER**

* Barème des cotisations et formulaire d'adhésion (papier ou en ligne) sur notre site.

INTERNATIONAL | L'école en Hongrie laboratoire autoritaire et néolibéral

« LIBÉREZ LE PAYS ! LIBÉREZ L'ÉCOLE ! » : le slogan gronde dans les rues de Budapest en février 2016 alors que des milliers d'enseignant-es, de parents et d'étudiant-es sont mobilisé-es contre les réformes scolaires du Premier ministre Viktor Orbán. Depuis son arrivée au pouvoir en 2010, ce dernier considère que l'éducation doit participer à « la guerre culturelle » en cours afin d'éradiquer la culture « diversitaire » des « progressistes d'aujourd'hui [qui] tentent de séparer la civilisation occidentale de ses racines chrétiennes ». Au nom de ces valeurs, il a entrepris une « rechristianisation de l'école », privant peu à peu de leurs moyens les écoles publiques pour privilégier celles gérées, aux frais de l'État, par l'Église. Selon l'OCDE, la Hongrie est celui « des pays membres de l'organisation qui alloue le pire budget à l'éducation, devant la Grèce ». Le salaire mensuel moyen d'un professeur est de moins de 600 euros, contraignant la plupart à prendre un 2^e ou un 3^e emploi... alors même que leur temps de service est passé de 22 à 36 heures – sans la moindre augmentation de salaire. La « normalisation » du système éducatif s'est étalée sur plus d'une décennie. Les écoles publiques ont été placées sous le contrôle d'un organisme bureaucratique (le *Klik*) et sont privées de tout budget propre. Le ministère de l'Éducation a été mis sous tutelle du ministère des Ressources humaines. Ce dernier gère également les nominations des directeurs – dont on exige une loyauté sans faille. Car l'obsession du pouvoir est d'encadrer idéologiquement et pédagogiquement les professeur-es. Le gouvernement a réformé leurs statuts, le déroulement des carrières, les grilles des salaires (mettant fin à leur indexation sur le seuil de pauvreté) et a « invité » les personnels à signer un nouveau contrat avec adhésion obligatoire à la Chambre nationale des enseignants et à sa charte « éthique », à la fois professionnelle et privée. Une manière de museler toute contestation. Au point qu'en 2022, alors qu'un mouvement social se dessine, le ministère des Ressources humaines qualifie la grève d'illégitime et menace de licencier les contestataires. Dans la foulée, le gouvernement publie un décret imposant la présence des grévistes dans les écoles. La pénurie de personnels – en 5 ans, le nombre de postes non pourvus est passé de 7 000 à 35 000 – a accru leur charge de travail, tout comme les nouveaux programmes ont transformé le quotidien des élèves. Leur emploi du temps est passé à 35/38 heures de cours, sans compter les devoirs à la maison ! Il faut dire que les programmes ont été alourdis : cours de religion ou de morale mais aussi séance quotidienne de sport. En réduisant le choix des manuels scolaires à deux par discipline, le gouvernement Orbán entend également imposer sa vision de la société. Une vision nationaliste de l'histoire minimisant le passé nazi du pays, mais aussi une éducation placée sous le signe du sexisme : « Certaines capacités physiques et intellectuelles sont différentes chez les filles et les garçons », peut-on lire dans les manuels de biologie de 5^e (l'équivalent du CM2), qui expliquent que les filles sont meilleures que les garçons dans les travaux manuels, que les premières ont plus de facilité en lecture tandis que les seconds sont meilleurs en maths et dans certains sports. Si les inégalités sociales ont explosé, les discriminations se sont également renforcées : quand on ne refuse pas tout simplement l'inscription des enfants tziganes dans une école, on les place dans des établissements sous-financés qui leur sont réservés. En juillet 2023, les enseignant-es ont perdu leur statut de fonctionnaire. Pour répondre à la pénurie de personnels, ils et elles pourront travailler jusqu'à 12 heures par jour, 48 heures par semaine, tout en étant balloté-es d'une école à l'autre pour des remplacements. Une réforme surnommée la « loi de la vengeance »... Augmentation de la charge et du temps de travail, aide massive au privé, signature d'une « Charte », pénurie de personnels, salaires indécents, mise au pas de la jeunesse et répression des enseignant-es. Difficile de ne pas voir combien le modèle hongrois fait, chez nous aussi, école.

UNE AUTRE SOCIÉTÉ | CHEZ VERTBAUDET, LA LUTTE PAIE !

Membres de l'Union syndicale Solidaires, nous défendons une autre vision du syndicalisme, fondée sur la démocratie directe à la base et l'autogestion dans la vie du syndicat comme dans les luttes.

Plantons le décor : d'un côté, l'entreprise VertBaudet, qui vend des vêtements pour bébés en livraison, fondée en 1963 par un propriétaire d'usines textiles héritier d'un capital accumulé par 11 générations de patrons, propriété depuis 2021 d'un fonds d'investissement dont le directeur des investissements est Édouard Fillon (oui oui le fils de qui vous savez...). De l'autre, la classe laborieuse de la logistique, ces « travailleur-euses du flux », essentiellement des femmes souvent seules avec ou sans enfants, payé-es au SMIC, peu organisé-es, affaibli-es par les contrats d'intérim (1/3 des effectifs, plus pendant les *rush* : soldes, black friday, Noël), et les menaces d'automatisation du travail, bossant en 3x8, avec un encadrement militaire. Le 20 mars, jour de mobilisation contre la réforme des retraites, l'Union locale CGT fait un piquet de mobilisation devant les hangars logistiques du coin, et la discussion avec les ouvrières démarre. La jeune sec-

tion CGT arrive à catalyser les colères, face à l'apathie des syndicats majoritaires. Plus de 70 ouvrières (quelques hommes dedans) arrêtent le travail et font un piquet devant l'entrée des entrepôts : 1^{er} des 82 jours de grève non-stop ! Les revendications sont l'augmentation du salaire de 20 % (mais rapidement la somme de 150 € par mois s'impose) et l'embauche d'intérimaires. Face aux grévistes, la direction embauche des intérimaires et se vautre dans un sexisme outrancier, les CRS viennent déloger le piquet, des grévistes sont violentées, un délégué CGT est enlevé et tabassé... mais la grève tient car elle est contrôlée par les grévistes, car il y a des nombreuses initiatives de soutien (cagnotte, concerts, tentatives de blocages), et car elle prend une tournure médiatique nationale ! En juin, la direction est forcée de capituler : augmentations nettes mensuelles de 90 à 140 €, prime du 13^{ème} mois, embauche de 30 salarié-es intérimaires, levée des sanctions contre les grévistes...



... comme quoi, la grève avec du soutien et de la solidarité, ça paie !

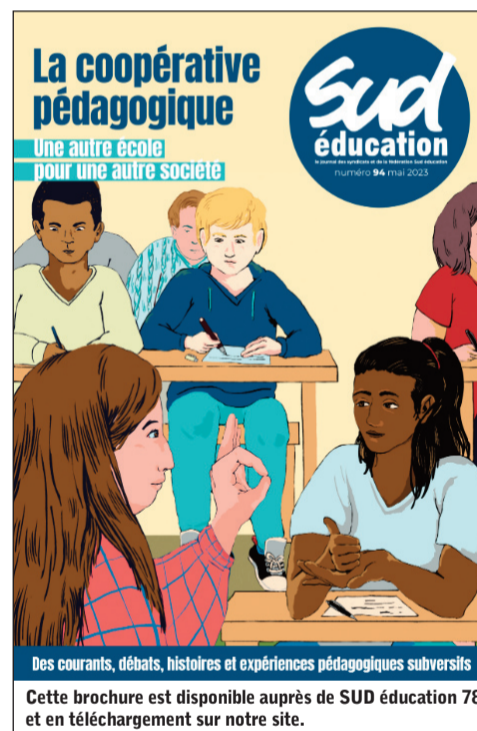
UNE AUTRE ÉCOLE |

Stage syndical et pédagogique : la pédagogie Freinet

En 2022-2023, SUD éducation 78 et la CGT éduc'action ont organisé deux journées de stage autour de la pédagogie Freinet. Nous y avons fait un arpentage de livres autour des Freinet, découvert les liens entre cette pédagogie et le syndicalisme de lutte, abordé la question de l'émancipation à l'école, construit des ateliers sur le conseil coopératif, les plans de travail, le Quoi de neuf ?, la recherche et l'expression libres ou encore les pédagogies critiques. À chaque fois, une quarantaine de collègues étaient présent-es et enthousiastes, et ont exprimé la volonté de continuer à se réunir et à parler pédagogie. Quand tout, dans l'institution, est fait pour nous empêcher de nous rencontrer, profitons donc de nos droits syndicaux pour continuer à le faire ! Rendez-vous donc le vendredi 24 novembre 2023 ! (informations à venir sur le site de SUD éducation 78). ★

SUD éducation se bat au quotidien pour une école publique, gratuite, laïque, égalitaire et pour encourager et développer au sein de nos classes et de nos établissements des pratiques pédagogiques émancipatrices.

Apprendre pour (s')émanciper



La coopérative pédagogique

La commission Quelle école ? de SUD éducation travaille les liens entre syndicalisme et pédagogie afin que, de l'intérieur, nous puissions transformer l'école et la rendre plus égalitaire, émancipatrice et inclusive. Dans cette brochure, on abordera en particulier ces questions : quels sont les courants pédagogiques subversifs ? Quelles controverses autour de la place de l'enfant, de la lecture, de l'éducation intégrale ? Quelles pratiques pédagogiques émancipatrices pour plus de démocratie à l'école, contre l'individualisme, ou encore contre le racisme ? Afin de mieux résister aux réformes déléguées du gouvernement, nous devons continuer à nous former, réfléchir, critiquer et proposer des contre-discours et des contre-pratiques pédagogiques. ★

Quiz | Vrai ou faux ?

- Il y a 3 heures obligatoires d'éducation à la sexualité par an.
- En décembre 2022, pour compenser une pénurie de chauffeurs, les fonctionnaires ont été appelés à conduire sur leur temps libre des transports scolaires.
- Les professeurs de technologie dont le poste est supprimé à cause de la disparition de la discipline en classe de 6^{ème} devront obligatoirement participer au mouvement inter en 2024.
- Dans des académies où il y a une pénurie de professeurs de mathématiques, les cours pourront être assurés par un professeur volontaire pour l'ensemble des classes d'un niveau via Amphiroom, une application de cours en visio.
- Le gouvernement et le patronat sont prêts à nous faire mourir au travail tant que nos résistances ne menacent pas leurs intérêts.
- La médecine scolaire existe.
- Il y a environ 10 % de travailleurs contractuels dans l'Éducation nationale, dont le contrat est renouvelé chaque année pour la plupart.
- La grève dans l'Éducation nationale a un très fort impact car elle contraint les parents à trouver une solution pour faire garder leurs enfants.



- « Dans le monde réellement renversé, le vrai est un moment du faux »
Guy Debord, *La Société du spectacle*, 1967
- 1) Vrai. Et d'ailleurs plus-c'est une nécessité » 35 h pour un jeune, ce n'est pas assez »
2) Vrai. Avec tellement peu d'effectifs qu'elle est classée « Risque majeur d'extinction » sur la liste des espèces en danger.
3) Faux. Il y a 2 fois plus : 22 % de travailleurs contractuels dans l'Éducation nationale.
4) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
5) Vrai. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux. Bah oui, les augmentent.
11) Faux. Et ça %.
12) Faux. Mais ça pourrait être vrai tellement on nous pond des mesures absurdes sans que rien ne soit anticipé.
13) Faux. Ou plutôt, pas en-cipé.
14) Faux. Vous trouvez qu'on exagère ? Quelques citations de notre cher président : « La situation économique, ne plus payer trop payés », « Vu la situation Les salaires français sont non ? Notre petit doigt de notre cher président : « qu'on mette en pratique 8) Vrai. Ce serait bien ça coûte cher.
9) Faux. Vous trouvez qu'on c'est dur à vivre et fonctionnaires
10) Faux.